

# **Synthèse de la réunion pour Démocratie et solidarité alimentaire : l'expérimentation des caisses alimentaires communes en France**

**Présenté le 14 février 2025**

## **Récapitulatif**

Pauline Scherrer, sociologue intervenante de l'association Vrac et Cocinas à Montpellier, est invitée à parler de l'expérimentation des caisses alimentaires communes en France.

L'expérimentation de la caisse alimentaire commune à Montpellier s'inspire du concept de sécurité sociale de l'alimentation, basé sur trois piliers : l'universalité, le financement par cotisation, et l'accès à une alimentation conventionnée démocratiquement.

Le projet est centré sur un comité citoyen de l'alimentation, qui prend les décisions concernant le fonctionnement de la caisse, plaçant ainsi la démocratie alimentaire au cœur du dispositif. Cette initiative vise ainsi à promouvoir la démocratie alimentaire en permettant aux personnes participantes de cotiser selon leurs moyens et de recevoir un budget alimentaire égal à dépenser dans un réseau de points de vente conventionnés. Le projet, qui a montré des effets positifs sur la réduction du stress lié à l'alimentation et l'accès à des produits de meilleure qualité, soulève des questions sur son accessibilité et son impact politique, ouvrant la voie à de futures discussions sur son application potentielle à Montréal.

## **Un projet financé en partie par les cotisations des personnes participantes**

La caisse alimentaire à Montpellier, lancée en octobre 2022 avec un comité citoyen et élargie en février 2023 permet aux personnes participantes de cotiser selon leurs moyens, sans justification de revenus.

Le système est financé par les cotisations des participants et des subventions, avec un principe de solidarité où chacun reçoit le même budget alimentaire indépendamment de sa contribution. Un comité citoyen, se réunissant mensuellement depuis deux ans, décide des critères de cotisation et définit les aliments accessibles via un réseau de points de vente conventionnés. Le projet cherche à démocratiser l'accès à une alimentation de qualité et à permettre aux citoyens d'exercer leur pouvoir de décision sur le système alimentaire local.

Ce système permet aux membres de cotiser selon leurs moyens et de recevoir 100€ en monnaie numérique à dépenser dans un circuit alimentaire conventionné. Le

comité, composé de 47 membres dont la moitié en situation de précarité alimentaire, sélectionne les points de vente et définit ce qu'est une alimentation durable. Le projet vise à garantir l'accès à une alimentation de qualité pour tous tout en soutenant un système alimentaire plus équitable et respectueux de l'environnement.

Le comité citoyen de la Caisse alimentaire commune de Montpellier travaille sur un système de cotisation solidaire basé sur les revenus. Un guide d'autodétermination de la cotisation a été élaboré, fixant la contribution à 100 € pour 100 Mona au niveau du revenu médian, avec des ajustements en fonction des revenus. Le comité utilise des méthodes d'éducation populaire pour faciliter la participation, notamment des supports visuels et des rencontres avec des experts. Un "kit de survie" a été créé pour répondre aux critiques courantes du projet. Bien que des défis persistent concernant le langage technique, l'accent est mis sur l'autonomie du comité citoyen et l'utilisation de diverses méthodes d'animation pour favoriser la compréhension et la participation de tous.

### **Citoyens mobilisés et inclusion des personnes en situation de précarité**

L'expérimentation compte une majorité de femmes et de personnes en situation de précarité, ainsi que beaucoup de diplômés. Bien que le support soit actuellement uniquement numérique, des comptoirs permettent aux personnes sans smartphone de participer. Le comité citoyen, composé pour moitié de personnes en situation de précarité, joue un rôle central dans les décisions. Des efforts sont faits pour inclure davantage les participants moins actifs, notamment par des assemblées trimestrielles ouvertes à tous. La sélection des participants se fait par tirage au sort et mobilisation via des partenaires sociaux, afin d'assurer une diversité de profils et d'inclure les personnes les plus marginalisées.

### **Défis et limites de l'expérimentation de caisse alimentaire**

Une personne participante au webinaire soulève la question de l'accessibilité pour les personnes en situation de précarité ou ayant d'autres vulnérabilités. Pauline explique que le projet tente d'y répondre en conventionnant des cantines solidaires et en réfléchissant à une offre de plats préparés. Elle mentionne également que le projet prend en compte les inégalités de genre liées à la préparation des repas et travaille avec des travailleurs sociaux pour améliorer l'accessibilité. Pauline souligne enfin que l'évaluation du projet a mis en lumière certaines violences symboliques dans certains lieux qui peuvent être considérés comme « bobos », un aspect sur lequel ils travaillent activement.

## **Évaluation des impacts de la Caisse**

L'expérimentation de la caisse démontre que garantir un budget alimentaire minimal réduit considérablement le stress et l'incertitude liés à l'alimentation pour les personnes en situation précaire. L'expérience a montré des effets positifs sur l'accès à des produits de meilleure qualité, notamment les fruits et légumes, ainsi que sur la dimension sociale de l'alimentation. Pour les participants aux revenus plus aisés, les changements de pratiques sont moins marqués, mais l'expérience a permis à certaines familles de classe moyenne de modifier leurs habitudes vers une consommation plus durable.

## **Plaidoyer pour la sécurité sociale**

Un travail de plaidoyer est mené à travers un collectif national pour la sécurité sociale de l'alimentation, et des liens sont établis avec les élus locaux. Un projet de loi sur la sécurité sociale de l'alimentation sera présenté à l'Assemblée nationale, marquant une avancée dans la reconnaissance de ces enjeux.